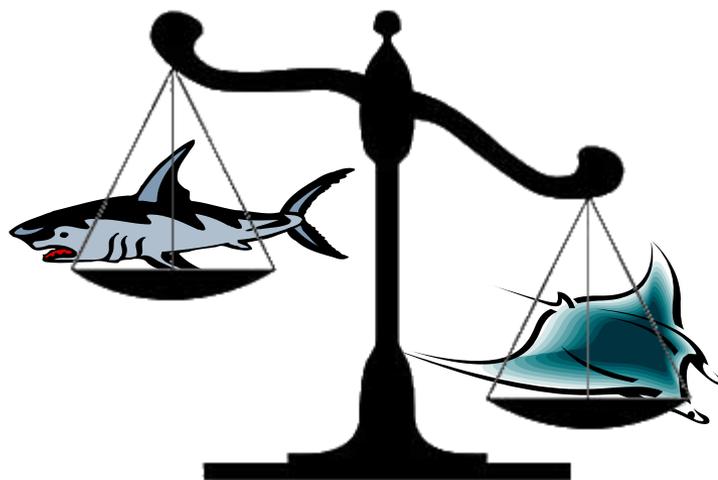


Les avis d'acquisition légale (AAL)

Requins et raies manta



Objectifs CITES

“Aucune espèce de la faune ou de la flore sauvage ne commence ou ne continue à faire l’objet d’une exploitation non durable du fait du commerce international...”

[Déclaration de la CITES sur l’avenir]

Légalité

Les spécimens
sont obtenus
légalement

Durabilité

Le commerce
international ne nuit pas
à la survie de l’espèce

Traçabilité

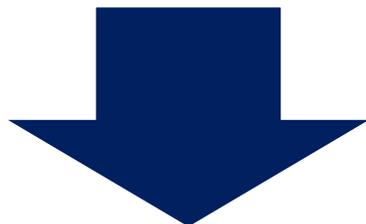
Il est possible de
remonter la trace des
spécimens dans le
commerce depuis leur
point de départ jusqu’à
leur destination finale

Les avis d'acquisition légale (AAL): assurer le respect de la légalité grâce à la CITES

Pour qu'un État partie délivre un permis d'exportation:

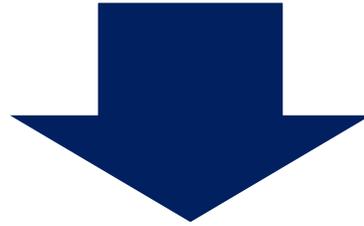
“Un organe de gestion de l'État d'exportation a la preuve que le spécimen **n'a pas été obtenu en contravention aux lois sur la préservation de la faune et de la flore en vigueur dans cet État.**”

[Convention Art IV, alinéa 2(b)]



En d'autres termes...





Émettre un AAL revient à confirmer/arriver à la conclusion qu'un spécimen a été obtenu **dans le respect de la législation nationale en vigueur.**

D'autres dispositions sont prévues concernant l'Introduction en provenance de la mer (IPM).

Le terme "obtenu" s'entend de l'ensemble des étapes suivies par un spécimen (et pas seulement de la dernière d'entre elles) depuis sa source (son lieu d'origine) jusqu'au moment où il est devenu la propriété de l'exportateur.

Les prises en haute mer: une difficulté en termes d'AAL

L'introduction en provenance de la mer (IPM)

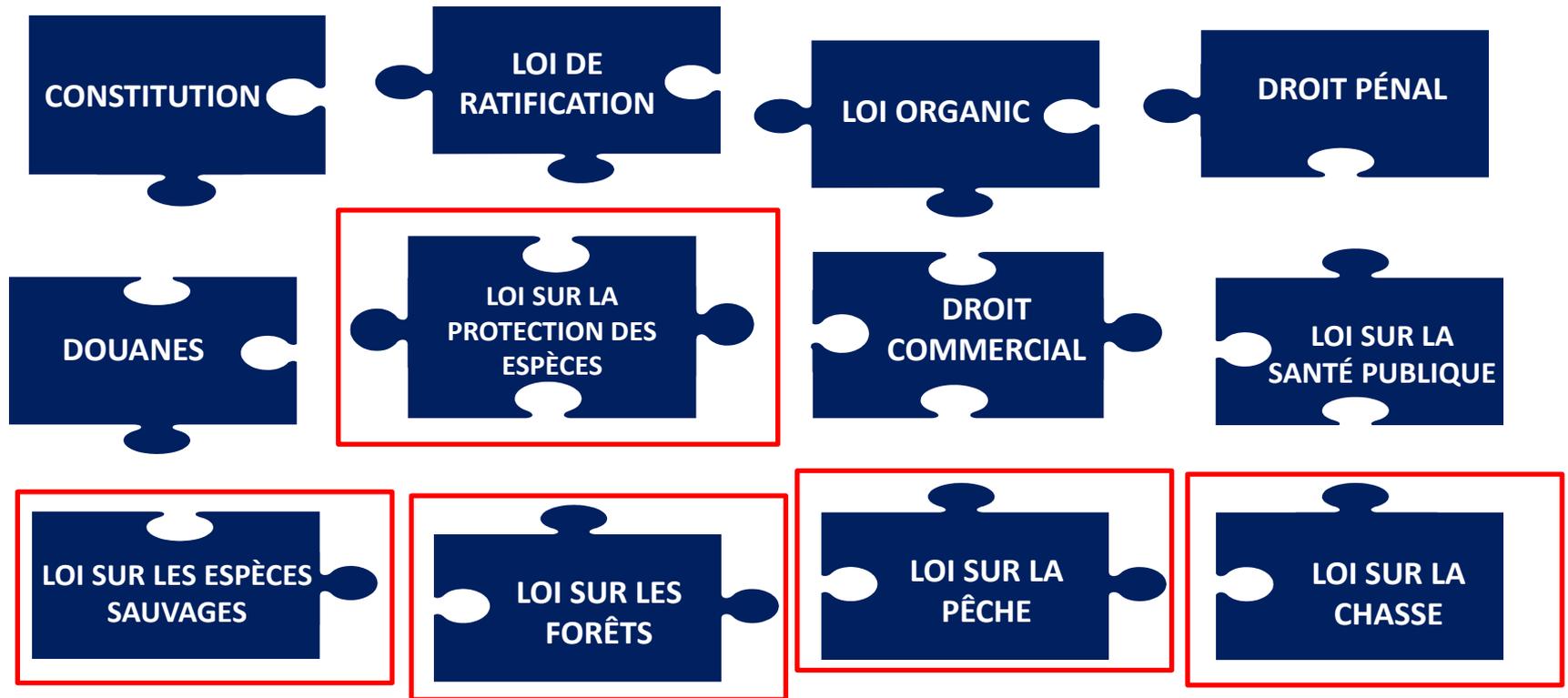
Les Parties doivent examiner si le spécimen a été **acquis ou débarqué**:

conformément aux mesures du droit international applicables (p. ex. un traité, une convention ou un accord) ou

par le biais d'une activité de pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN).

[Résolution Conf. 14.6 (Rev. CoP16)]

Les législations nationales peuvent comprendre...



... et tout autre texte pertinent régissant l'exploitation d'espèces terrestres/aquatiques, d'animaux, de plantes, etc.

Aux termes de la législation nationale

Le demandeur est tenu:

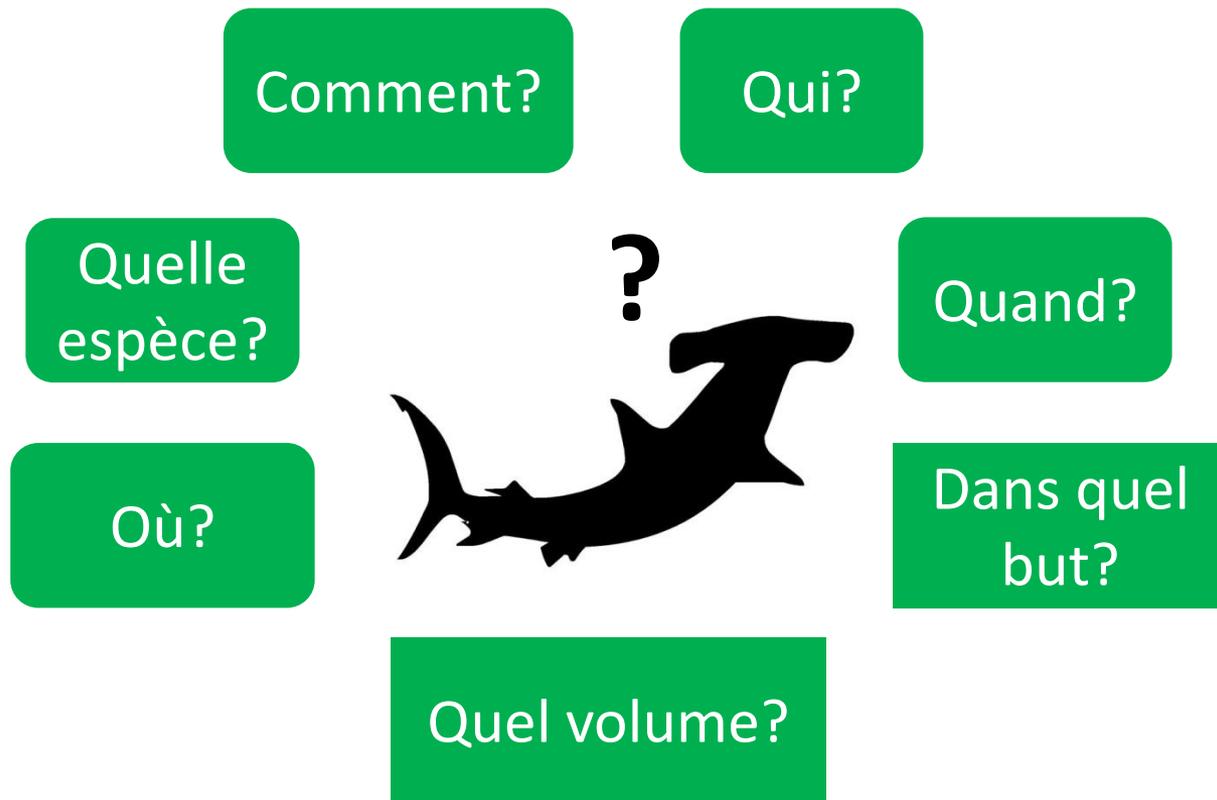
- d'apporter la preuve que les spécimens ont été obtenus légalement et de fournir toutes les informations requises par la législation nationale aux fins de leur exportation



L'organe de gestion est tenu:

- de vérifier l'exactitude de toutes les informations disponibles
- de conserver la trace écrite des échanges (documents électroniques)
- de consulter les organes de gestion d'autres pays, le Secrétariat CITES et d'autres organismes compétents

Pour émettre un AAL, il convient de se poser les questions suivantes (entre autres):



Quelle espèce?

S'agit-il d'une espèce CITES?

- Identification de l'espèce
- Normalisation des noms/codes utilisés dans le commerce

Shark Identification and Federal Regulations for the Recreational Fishery of the U.S. Atlantic and Gulf of Mexico
If you don't know, let it go
 Prohibited species are underlined in red

All ridgeback sharks are prohibited, except for tiger, oceanic whitetip, or smoothhound sharks

Ridgeback sharks are sharks with an interdorsal ridge (a visible line of raised skin between dorsal fins)

Prohibited ridgeback sharks: bignose, Caribbean reef, dusky, Galapagos, night, sandbar, and silky sharks

large, rounded first dorsal fin
 mottled white coloration on tips of most fins

Oceanic whitetip shark: young sharks have black mottling on most fins; does not always have interdorsal ridge; max. size 8 ft; offshore
Cannot be retained if tuna, swordfish, or billfish are onboard

There is no Federal permit requirement, minimum size, or bag limit for smoothhound or spiny dogfish

white spots
 spines on front of both dorsal fins
 no anal fin

Smoothhound: second dorsal fin slightly smaller than first dorsal fin and much larger than anal fin; max. size 5 ft; coastal and offshore

Spiny dogfish: max. size 4 ft; coastal and offshore

Scalloped hammerheads, great hammerheads, and smooth hammerheads cannot be retained if tuna, swordfish, or billfish are onboard

Pointed Indented Pointed Not pointed Indented Not pointed Pointed No indentation Pointed

Scalloped hammerhead: max. size 11 ft; coastal and offshore

Great hammerhead: max. size 15 ft; coastal and offshore

Smooth hammerhead: max. size 12 ft; coastal and offshore

There is no minimum size for Atlantic sharpnose sharks or bonnetheads

pointed snout
 white spots, usually
 Labial furrow
 shovel-shaped head

Atlantic sharpnose shark: max. size 3 ft; coastal and offshore; similar species: smalltail sharks have very reduced labial furrows and Caribbean sharpnose sharks lack white spots

Bonnethead: small, black spots on body; max. size 4 ft, mostly coastal

Authorized Species	Minimum Size (fork length)	Bag Limit (per trip)
Atlantic sharpnose shark	None	1 per person
Bonnethead	None	1 per person
Hammerheads (great, scalloped, and smooth)	78 inches	1 per vessel (hammerhead OR other shark)
Other sharks	54 inches	

Anatomy of a Shark

blunt
 snout length
 mouth width
 tooth

pointed
 very pointed

first dorsal fin
 second dorsal fin
 pectoral fins
 pelvic fin
 anal fin
 head length
 fork length

fin origin
 second dorsal fin
 caudal fin (tail)
 keel
 tail

All sharks within a species are not identical, however, these are common characteristics for the majority of individuals. Young sharks can vary in appearance from adults. Maximum sizes are approximate.
 Prepared by W.B. Driggers III, E.R. Hoffmayer, J.I. Casco, K.S. Clark, M. Clark, and P. Cooper. National Marine Fisheries Service. <http://www.nmfs.gov/sharks>
 Photographs and Illustrations provided by NMFS, J. Casco, W.B. Driggers III, E.R. Hoffmayer, and S. Mjasis.
 Revised February 2014



Quelle
espèce?

Normalisation des noms/codes

Exemple: Codes du système harmonisé (SH)

- Utilisé pour percevoir les droits de douanes et établir des statistiques sur les échanges internationaux dans plus de 200 pays
- Dans le cadre d'une collaboration entre la FAO et l'OMD visant à améliorer la classification des produits de la pêche, une proposition de code SH fondée sur les espèces et concernant les ailerons de requins a été formulée en 2014 mais n'a pas été approuvée



Aileron de requin frais



Code SH: 0302.92

(International)

(National)

03

02

92

00

00

00

Section I: animaux vivants; produits provenant d'animaux

Chapitre 03: poissons et crustacés

Rubrique 04: filets de poisson et autre chair de poisson, frais, réfrigérés ou congelés

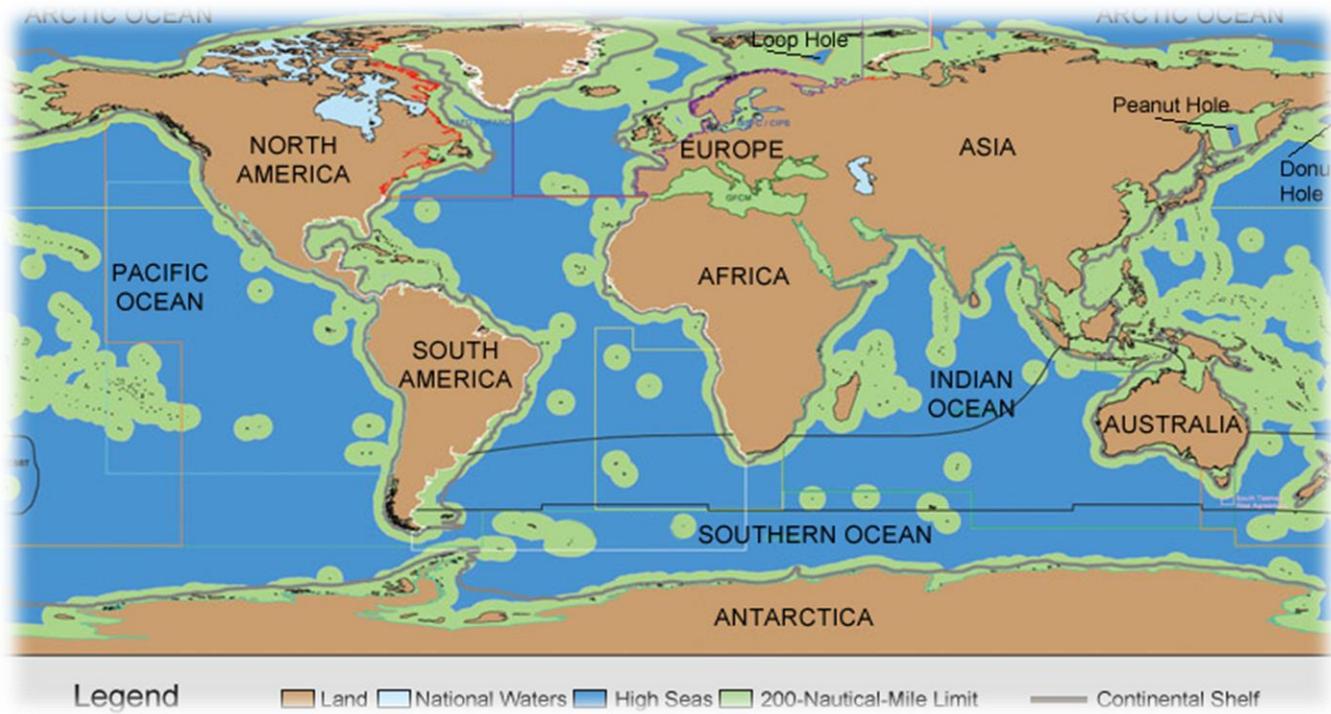
Sous-rubrique 92: ailerons de requin, frais ou réfrigérés

Subdivisions au niveau national

Où?

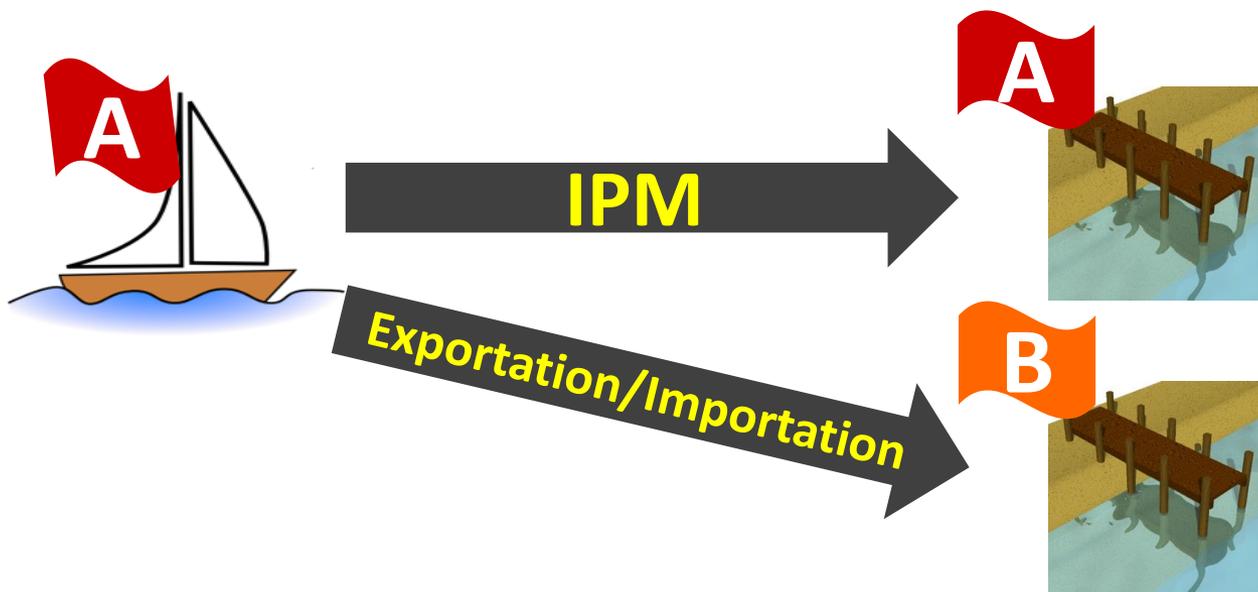
ZEE ou haute mer?

- Des législations différentes peuvent s'appliquer

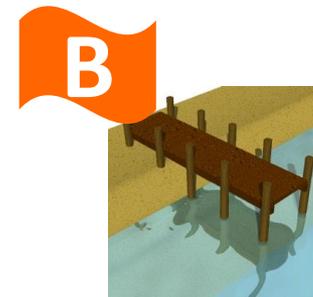
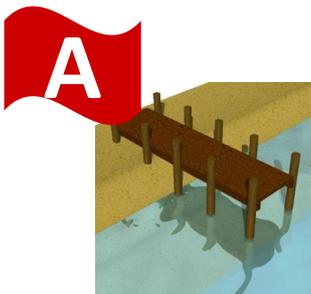


Les prises en haute mer

- Il n'est pas nécessaire d'émettre un AAL en cas de certificat IPM émis par l'organe de gestion de l'État d'introduction
 - [Article IV, paragraphe 6]
 - en consultation et en coopération avec les organisations et accords régionaux de gestion des pêches pertinents (ORGP/ARGP)
[Résolution Conf. 14.6 (Rev CoP16)]
- Si deux États participent à une IPM dans le cadre d'exportations et d'importations, les AAL qui conviennent devront être émis



Un partage des responsabilités



Pays d'exportation:

- Doit connaître et être en mesure de **vérifier l'origine** des spécimens
- L'organe de gestion doit examiner les informations et **établir un AAL** préalablement à l'émission du permis d'exportation

Pays d'importation:

- **Doit interdire ou refuser d'importer des spécimens** s'il a des raisons de croire qu'ils n'ont pas été obtenus de manière légale dans le pays d'origine

Quand?

Qui?

Comment?

= La chaîne des responsabilités

Au titre d'une **législation nationale**, le demandeur peut avoir à s'acquitter d'autres responsabilités et le producteur à faire preuve d'une vigilance accrue, notamment en ce qui concerne:

- La législation applicable en matière de prélèvements/production
- La validité des autorisations de prélèvement/d'élevage en captivité
- L'utilisation de matériel/méthodes approprié(es) en matière de prélèvement/production
- Les éléments justificatifs du respect des quotas assignés
- Le respect des dispositions prévues en matière de transport
- La tenue de registres et leur inspection
- Les réexportations

... D'autres mesures (plus strictes) peuvent aussi être prévues au plan national.



Quand?

Qui?

Comment?

Remonter jusqu'à la source légale de la chaîne

Exemple: le cas du polyodon aux États-Unis d'Amérique

L'organe de gestion vérifie les éléments suivants:

- Où le spécimen a-t-il été prélevé?
- Le droit de quel État a-t-il été appliqué?
(en termes de programmes de gestion, règles relatives aux engins de pêche, restrictions saisonnières, etc.)



[Lien vers la vidéo](#)

... à l'aide des "traces documentaires", notamment:

- les permis de pêche commerciale;
- les permis spéciaux pour le caviar de polyodon (dans certains États);
- les contrats de vente (indiquant à qui les exportateurs ont acheté les spécimens);
- d'autres documents à vérifier par l'État (en regard des documents présentés par les pêcheurs et les négociants)

Conditions de délivrance des permis CITES

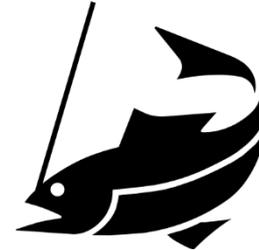
Préalablement à la délivrance d'un permis CITES/d'une autorisation d'exportation/de réexportation...

- L'organe de gestion du pays exportateur est tenu de:
 - Vérifier si les spécimens ont été acquis de manière légale – la législation nationale
 - Vérifier le caractère durable des prélèvements – l'ACNP émis par l'autorité scientifique
 - Vérifier l'exactitude des informations inscrites sur le permis/certificat CITES
 - Consigner les informations et en rendre compte au moyen du Rapport annuel CITES
- L'organe de gestion du pays importateur est tenu de:
 - Vérifier l'exactitude des informations
 - Consigner les informations et en rendre compte au moyen du Rapport annuel CITES
- L'organe de gestion du pays reexportateur est tenu de:
 - Émettre un certificat de réexportation
 - Veiller à ce que la légalité des opérations puisse être établie tout au long de la chaîne

La CITES vs. le droit de la pêche: types de documentation



vs.



- Tout commerce de spécimens d'espèces CITES nécessite un permis/certificat
- La légalité, la durabilité et la traçabilité des opérations doivent pouvoir être établis
- Le droit de la pêche exige souvent des certificats de capture
- Le caractère légal de la pêche doit pouvoir être établi

Exemple de permis/certificat CITES

Qui?

Quand?

Où?

Quel volume?

Comment?

Quelle espèce?

Dans quel but?

CITES CONVENTION ON INTERNATIONAL TRADE IN ENDANGERED SPECIES OF WILD FAUNA AND FLORA		PERMIT/CERTIFICATE No.		Original	
1. Importer (name and address)		4. Exporter/re-exporter (name, address and country)		2. Valid until	
3a. Country of import		5. Name, address, national seal/stamp and country of Management Authority		Signature of the applicant	
5. Special conditions <small>If for live animals, this permit or certificate is valid only if the transport conditions comply with the IATA Live Animals Regulations; if for live plants, with the IATA Air Transportable Cargo Regulations; or, in the case of non-air transport, with the CITES Guidelines for the Non-Air Transport of Live Wild Animals and Plants</small>		6. Purpose of the transaction (see reverse)		7. Security stamp no.	
7.B. Scientific name (genus and species) and common name of animal or plant		8. Description of specimens, including identifying marks or numbers (species if live)		10. Appendix no. and source (see reverse)	
7.B. Country of origin * Permit no. Date		10. Country of last re-export Certificate no. Date		11. Quantity (including unit) 11a. Responses/Quota	
7.B. Country of origin * Permit no. Date		10. Country of last re-export Certificate no. Date		11a. 11b. No. of the operation ** or date of acquisition ***	
7.B. Country of origin * Permit no. Date		10. Country of last re-export Certificate no. Date		11a. 11b. No. of the operation ** or date of acquisition ***	
7.B. Country of origin * Permit no. Date		10. Country of last re-export Certificate no. Date		11a. 11b. No. of the operation ** or date of acquisition ***	
* Country in which the specimens were taken from the wild, bred in captivity or artificially propagated (only in case of re-export) ** Only for specimens of Appendix-I species bred in captivity or artificially propagated for commercial purposes *** For pre-Convention specimens					
13. This permit/certificate is issued by:					
Place		Date		Security stamp, signature and official seal	
14. Export endorsement:		15. Bill of Lading/Air waybill number:			
Block	Quantity				
A					
B					
C					
D					
Port of export		Date		Signature Official stamp and title	



Exemple de certificat de capture (UE)

Qui?

Quelle espèce?

Comment?

Où?

Quand?

Quel volume?

Dans quel but?

EUROPEAN COMMUNITY CATCH CERTIFICATE									
Document number					Validating authority				
1. Name		Address			Tel.		Fax		
2. Fishing vessel name		Flag – Home port and registration number			Call sign		IMO/Lloyd's number (if issued)		
Fishing licence No – Valid to				Inmarsat No, Fax No, Telephone No, E-mail address (if issued)					
3. Description of product			Type of processing authorised on board		4. References of applicable conservation and management measures				
Species	Product code	Catch area(s) and dates	Estimated live weight (kg)	Estimated weight to be landed (kg)	Verified weight landed (kg) where appropriate				
5. Name of master of fishing vessel – Signature – Seal:									
6. Declaration of transhipment at sea Name of master of fishing vessel				Signature and date		Transhipment date/area/position		Estimated weight (kg)	
Master of receiving vessel		Signature		Vessel name		Call sign		IMO/Lloyds number (if issued)	
7. Transhipment authorisation within a port area									
Name	Authority	Signature	Address	Tel.	Port of landing	Date of landing	Seal (stamp)		
8. Name and address of exporter		Signature			Date		Seal		
9. Flag State authority validation:									
Name/title			Signature		Date		Seal (stamp)		

Conclusion

- La capacité des États de l'aire de répartition à appliquer la Convention aux espèces de requins et de raies manta inscrites aux annexes CITES dépend fortement de leur aptitude à vérifier l'origine des spécimens dans le commerce et à établir des AAL fiables.
- Les demandeurs de permis d'exportation sont tenus de fournir des informations sur la façon dont les spécimens ont initialement été acquis.
- Les organes de gestion CITES des États de l'aire de répartition étudient les demandes avant de délivrer des permis d'exportation.

Merci de votre attention!



La CITES et la FAO œuvrent en faveur de la légalité, de la durabilité et de la traçabilité du commerce international des requins et des raies manta, avec l'appui de l'Union européenne